



Le retour de Lula dans l'œil d'un volcan

Par [Pepe Escobar](#)

Mondialisation.ca, 02 novembre 2022

[Asia Times](#) 31 octobre 2022

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Analyses: [Élections Amérique latine](#)

Luis Ignacio « Lula » da Silva est peut-être l'ultime retour en force de la politique au XXI^e siècle. À 77 ans, en pleine forme, à la tête d'une alliance de 10 partis politiques, il vient d'être élu président du Brésil pour ce qui sera de facto un troisième mandat après les deux premiers de 2003 à 2010.

Lula a même réussi un come-back dans un come-back, lors du dépouillement électronique extrêmement rapide et serré, en atteignant 50,9% contre 49,1% au président sortant, le président d'extrême droite Jair Bolsonaro, soit une différence de seulement deux millions de voix dans un pays de 215 millions d'habitants. Lula est de retour au pouvoir le 1^{er} janvier 2023.

Le premier discours de Lula était quelque peu anti-Lula ; connu pour ses improvisations à la Garcia Marquez et son flot de conscience folklorique, il a lu à partir d'un script mesuré et soigneusement préparé.

Lula a mis l'accent sur la défense de la démocratie, la lutte contre la faim, le développement durable et l'inclusion sociale, et une « lutte sans relâche contre le racisme, les préjugés et la discrimination ».

Il a invité la coopération internationale à préserver la forêt amazonienne et se battra pour un commerce mondial équitable, au lieu d'un commerce « qui condamne notre pays à être un éternel exportateur de matières premières ».

Lula, qui a toujours été un négociateur exceptionnel, a réussi à gagner contre le formidable appareil de la machine d'État déclenché par Bolsonaro, qui a vu la distribution de milliards de dollars en achat de votes, une avalanche de fake news, des intimidations pures et simples et des tentatives de suppression d'électeurs contre les pauvres par des bolsonaristes enragés, ainsi que d'innombrables épisodes de violence politique.

Lula hérite d'une nation dévastée qui, à l'instar des États-Unis, est complètement polarisée. De 2003 à 2010 - il a accédé au pouvoir, soit dit en passant, deux mois seulement avant l'opération américaine « choc et effroi » contre l'Irak -, l'histoire était bien différente.

Lula a réussi à apporter la prospérité économique, une réduction massive de la pauvreté et un ensemble de politiques sociales. En huit ans, il a créé au moins 15 millions d'emplois.

Une vicieuse persécution politique a fini par annuler sa participation aux élections présidentielles de 2018, ouvrant la voie à Bolsonaro - un projet entretenu par les militaires brésiliens de la droite dure depuis 2014.



Le président brésilien Jair Bolsonaro est à terre, mais pas forcément hors jeu. Photo : Handout

La collusion entre le ministère public brésilien et des ténors de la « justice » douteuse pour persécuter et condamner Lula sur la base d'accusations fallacieuses l'a contraint à passer 580 jours en prison en tant que prisonnier politique aussi notoire que Julian Assange.

Lula a fini par être déclaré non coupable dans pas moins de 26 procès intentés contre lui par une machine judiciaire - profondément corrompue - au cœur de l'opération Lava Jato.

La tâche de Sisyphe de Lula commence maintenant. Au moins 33 millions de Brésiliens souffrent de la faim. 115 autres millions luttent contre « l'insécurité alimentaire ». Pas moins de 79% des familles sont otages de niveaux élevés de dettes personnelles.

Contrairement à la nouvelle « marée rose » qui déferle sur l'Amérique latine - dont il est maintenant la superstar - en interne, il n'y a pas de marée rose.

Au contraire, il devra faire face à un Congrès et un Sénat profondément hostiles et même à des gouverneurs bolsonaristes, notamment dans l'État le plus puissant de la fédération, Sao Paulo, qui concentre plus de puissance de feu industrielle que de nombreuses latitudes du Nord global.

Rassembler les suspects habituels

Le vecteur absolument essentiel est que le système financier international et le « consensus de Washington », qui contrôlent déjà l'agenda de Bolsonaro, ont capturé l'administration de Lula avant même qu'elle ne commence.

Le vice-président de Lula est Geraldo Alckmin, de centre-droit, qui peut être catapulté au pouvoir à la minute où le Congrès, profondément hostile, décide d'inventer un plan de destitution de Lula.

Ce n'est pas un hasard si le magazine néolibéral The Economist a déjà « conseillé » à Lula de se tourner vers le centre : en d'autres termes, son gouvernement doit être dirigé, dans la pratique, par les suspects financiers habituels.

Beaucoup dépendra de la personne que Lula nommera comme ministre des Finances. Le principal candidat est Henrique Meirelles, ancien PDG de FleetBoston, le deuxième créancier extérieur du Brésil après CitiGroup. Meirelles a exprimé un soutien inconditionnel à Lula, pour qui il a précédemment travaillé en tant que chef de la banque centrale.

Il est probable que Meirelles prescrive exactement les mêmes politiques économiques que le principal exécutif économique de Bolsonaro, le banquier d'affaires Paulo Guedes. Il se trouve que c'est exactement ce que Meirelles a lui-même créé sous l'administration rapace de Temer, qui est arrivé au pouvoir après le coup d'État institutionnel contre la présidente Dilma Rousseff en 2016.



Henrique Meirelles devrait piloter la politique économique de Lula et pourrait être le prochain sur la liste des dirigeants nationaux. Image : Twitter

Et maintenant, nous entrons dans le vif du sujet. Nul autre que la sous-secrétaire d'État américaine aux affaires politiques, Victoria Nuland, a effectué une visite « non officielle » au Brésil en avril dernier. Elle a refusé de rencontrer Bolsonaro et a fait l'éloge du système électoral brésilien (« Vous avez l'un des meilleurs de l'hémisphère, en termes de fiabilité, en termes de transparence. »)

Par la suite, Lula a promis à l'UE une sorte de « gouvernance » de l'Amazonie et a dû condamner publiquement « l'opération militaire spéciale » russe en Ukraine. Tout cela après avoir déjà fait l'éloge de Biden, en 2021, comme « un souffle pour la démocratie dans le monde ». La « récompense » pour la performance accumulée a été une couverture du magazine Time.

Tout ce qui précède peut suggérer un gouvernement de pseudo-gauche entrant et ombrageux du Parti des travailleurs - un néolibéralisme à visage humain - infiltré par toutes sortes de vecteurs de droite, servant essentiellement les intérêts de Wall Street et du département d'État contrôlé par les démocrates.

Principaux axes : l'acquisition d'actifs économiques clés par les suspects mondialistes habituels, et donc aucune marge de manœuvre pour que le Brésil exerce une véritable souveraineté.

Lula, bien sûr, est trop intelligent pour être réduit au rôle de simple otage, mais sa marge de manœuvre - interne - est extrêmement mince. Le bolsonarisme toxique, désormais dans l'opposition, continuera à prospérer institutionnellement déguisé en - faux - « anti-système », notamment au Sénat.

Bolsonaro est un « mythe » créé et emballé par les militaires, qui s'est révélé au grand jour environ un mois après la victoire électorale de Dilma, qui l'a propulsée vers un second mandat fin 2014.

Bolsonaro lui-même et d'innombrables partisans fanatiques ont flirté avec le nazisme, ont fait l'éloge sans retenue de tortionnaires connus pendant la dictature militaire brésilienne et ont exploité les graves penchants fascistes qui se cachent dans la société brésilienne.

Le bolonarisme est encore plus insidieux parce qu'il s'agit d'un mouvement conçu par les militaires, soumis aux élites mondialistes néolibérales et composé d'évangélistes et de magnats de l'agroalimentaire, tout en se présentant comme « antimondialiste ». Pas étonnant que le virus ait contaminé littéralement la moitié d'une nation étourdie et confuse.

La vieille main de la Chine

À l'extérieur, Lula va jouer un tout autre jeu.

Lula est l'un des fondateurs des BRICS en 2006, qui sont nés du dialogue Russie-Chine. Il est immensément respecté par les dirigeants du partenariat stratégique Russie-Chine, Xi Jinping et Vladimir Poutine.

Il a promis de ne servir qu'un seul mandat, soit jusqu'à la fin de 2026. Mais c'est exactement la période clé dans l'œil du volcan, à cheval sur la décennie que Poutine a décrite dans son discours de Valdai comme la plus dangereuse et la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale.

L'élan vers un monde multipolaire, représenté institutionnellement par un ensemble d'organismes allant des BRICS+ à l'Organisation de coopération de Shanghai en passant par l'Union économique eurasiatique, bénéficiera grandement de la présence de Lula à bord, qui est sans doute le leader naturel du Sud global, avec un bilan à l'avenant.

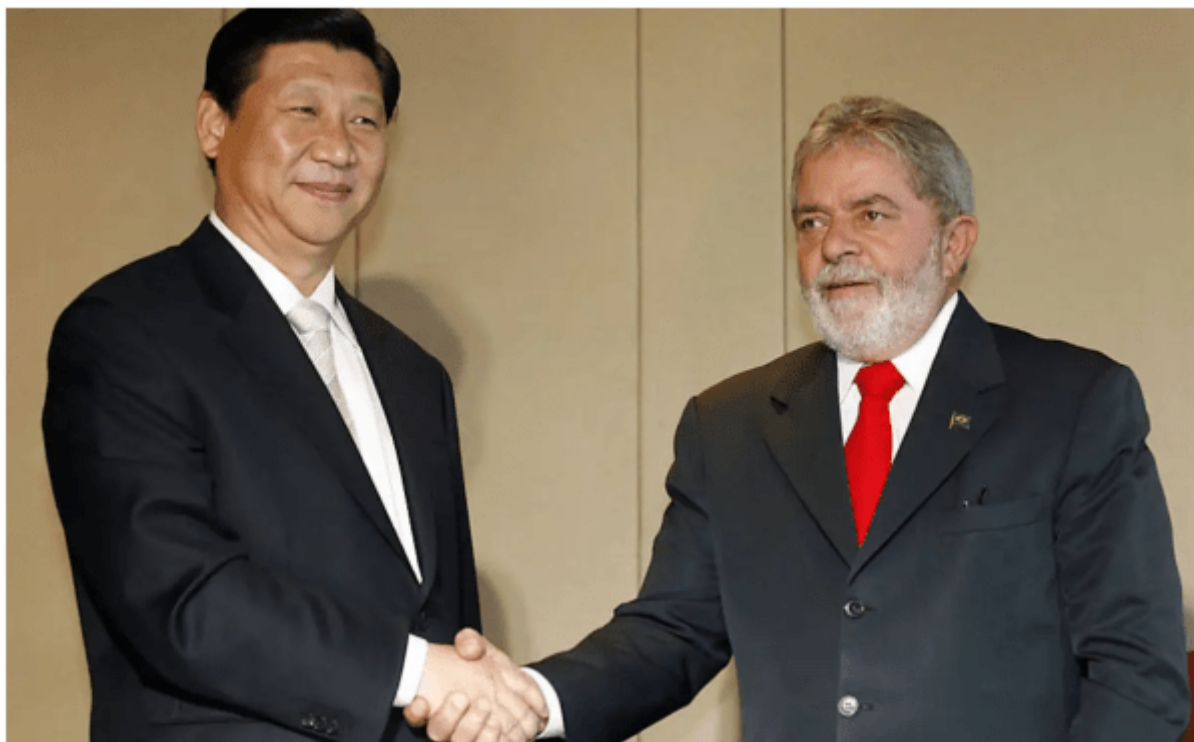
Bien entendu, l'Amérique du Sud sera sa priorité immédiate en matière de politique étrangère : il a déjà annoncé que ce sera la destination de sa première visite présidentielle, très probablement l'Argentine, qui est appelée à rejoindre les BRICS+.

Puis il se rendra à Washington. Il doit le faire. Gardez vos amis proches et vos ennemis plus proches. Les opinions éclairées du Sud global sont parfaitement conscientes que c'est sous Obama-Biden qu'a été orchestrée l'opération complexe visant à renverser Dilma et à expulser Lula de la vie politique.

Le Brésil sera un canard boiteux lors du prochain G20 à Bali à la mi-novembre, mais en 2023, Lula sera de retour aux affaires aux côtés de Poutine et de Xi. Et cela vaut également pour le prochain sommet des BRICS en Afrique du Sud, qui consolidera les BRICS+, car de

nombreuses nations ont envie de s'y joindre, de l'Argentine à l'Arabie saoudite en passant par l'Iran et la Turquie.

Et puis il y a le lien entre le Brésil et la Chine. Brasilia est le principal partenaire commercial de Pékin en Amérique latine depuis 2009, absorbant environ la moitié des investissements chinois dans la région (et le plus grand nombre de destinations d'investissement en Amérique latine en 2021) et se plaçant fermement comme le cinquième exportateur de brut pour le marché chinois, le deuxième pour le fer et le premier pour le soja.



Lula et Xi dans leur jeunesse. Image : Twitter

Les précédents racontent l'histoire. Dès le début, en 2003, Lula a parié sur un partenariat stratégique avec la Chine. Il a considéré son premier voyage à Pékin en 2004 comme sa principale priorité en matière de politique étrangère. La bonne volonté de Pékin est inébranlable : Lula est considéré comme un vieil ami par la Chine - et ce capital politique lui ouvrira pratiquement toutes les portes rouges.

En pratique, cela signifie que Lula investira son influence mondiale considérable dans le renforcement des BRICS+ (il a déjà déclaré que les BRICS seraient au centre de sa politique étrangère) et dans les rouages de la coopération géopolitique et géoéconomique Sud-Sud.

Lula pourrait même faire en sorte que le Brésil devienne officiellement un partenaire de l'Initiative Ceinture et Route (BRI) sans se mettre à dos les États-Unis. Après tout, Lula est un maître en la matière.

Trouver une voie dans l'œil du volcan, à l'intérieur et à l'extérieur, sera le défi politique définitif pour l'enfant du retour. Lula a été décrié un nombre incalculable de fois, le sous-estimer est donc un mauvais pari. Avant même d'entamer son troisième mandat, il a déjà accompli un exploit majeur : émanciper une majorité de Brésiliens de l'esclavage mental.

Tous les regards seront tournés vers ce que les militaires brésiliens - et leurs manipulateurs étrangers - veulent vraiment. Ils se sont lancés dans un projet à très long terme, contrôlent

la plupart des leviers de la structure du pouvoir et n'abandonneront tout simplement pas. Ainsi, les chances de voir un néo-Ulysse vieillissant du nord-est du Brésil atteindre son idéal d'Ithaque, à savoir un pays juste et souverain, sont peut-être bien minces.

Pepe Escobar

Article original en anglais : Comeback kid Lula in the eye of a volcano, [Asia Times](#), le 31 octobre 2022.

Traduction : [Réseau International](#)

La source originale de cet article est [Asia Times](#)
Copyright © [Pepe Escobar](#), [Asia Times](#), 2022

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca